



# 1<sup>ère</sup> EDITION - MONACO BLUE INITIATIVE

*31 mars – 1er avril 2010 – Monaco*

\*\*

## **SESSION 1. Les Grands Fonds : Une Nouvelle Biodiversité à Protéger**

**Modératrice : Dr. Monica Verbeek**, Directrice Exécutive, SEAS AT RISK, Pays-Bas.

**La biodiversité des profondeurs marines représente une richesse stupéfiante et encore mal connue, dont l'exploration peut être comparée à la conquête de l'espace. Ces zones jouent un rôle dans la régulation de notre climat et des écosystèmes marins, mais elles attirent également la convoitise des industries pétrochimique, biotechnologique et pharmaceutique, sans parler de la pêche. Historiquement, les frontières nouvelles se sont souvent développées, dans un premier temps, en dehors des lois. Etant donné les enjeux que représentent les grands fonds pour la planète et pour l'humanité, il est urgent de définir le cadre de leur future exploitation et de leur sauvegarde.**

**Monica Verbeek** a d'abord constaté le fait alarmant que l'on voit déjà les effets du changement climatique, ainsi que de l'acidification et de la destruction des coraux, dans les profondeurs. "Grâce aux nouvelles technologies, nous pouvons explorer, et exploiter, à des niveaux de plus en plus profonds, au risque d'y reproduire la dégradation constatée plus près de la surface," a-t-elle dit.

Prenons la pêche - la diminution des stocks de poissons dans les eaux de surface entraîne une exploitation de plus en plus intense des profondeurs. Or, nos connaissances de ce milieu étant encore limitées, "il est impossible à ce stade d'évaluer l'impact de son exploitation," selon Mme Verbeek. Certaines spécificités des espèces vivant dans les abysses, comme un taux de reproduction plus faible, appellent à la plus grande prudence.

Un consensus a émergé parmi les intervenants autour de l'application du principe de précaution. Certains souhaitent voir un moratoire total sur l'exploitation de ce milieu en attendant un inventaire de son contenu et une meilleure compréhension de l'impact des activités humaines, car "pour le moment, nous pêchons littéralement dans le noir," selon Mme Verbeek.

"Nous n'avons pas la moindre idée des perturbations qui pourraient résulter au niveau de l'écosystème dans son ensemble," a déclaré **Frédéric Briand**, directeur général de la CIESM, Commission Internationale pour l'Exploration Scientifique de la Méditerranée. "Nous connaissons les grands fonds moins bien que la Planète Mars," a-t-il dit.

De plus, pour l'instant, leur protection légale est inexistante : pour M. Briand, c'est "le Far West." Plutôt que de laisser ce milieu à la merci des entreprises les plus riches et les plus intéressées, il faut que la science forge de nouvelles alliances avec l'industrie, a-t-il suggéré. En attendant, a-t-il affirmé, "Les compagnies pétrolières possèdent des données plus riches sur les grands fonds que la communauté scientifique."

En effet, sans parler d'exploitation, l'exploration seule des abysses coûte très cher, a constaté **Antje Boetius**, chef du groupe Ecologie et Technologie des Grands Fonds Marins de l'Institut Alfred Wegner, de l'Allemagne. Tous ne sont donc pas égaux dans la chasse au savoir, qui n'est abordable que pour des acteurs du secteur privé qui y voient un intérêt économique. Il faut mettre en place un système d'accès ouvert et un partage des connaissances, a-t-elle suggéré.

**Susan Avery** de l'Institut de Woods Hole a appuyé fortement cette idée. "Nous ne pouvons élaborer des solutions sans une base de connaissances. Nous ne disposons même pas d'une bathymétrie digne de ce nom," a-t-elle lamenté. Et **Wendy Watson Wright** de la Commission Océanographique de l'UNESCO d'ajouter, "Nous ne pouvons gérer ce que nous ne pouvons mesurer."

Il en va aussi d'une certaine solidarité entre les peuples, ont souligné plusieurs intervenants. "C'est cher et techniquement complexe à explorer - dix pays sont peut-être en mesure de le faire. Mais cette nouvelle frontière doit être exploitée équitablement," a insisté **Philippe Valette**, Co-Président du World Ocean Network (WON). "C'est une des zones les plus prometteuses de l'océan, et un des grands défis du 21<sup>è</sup> siècle. Il ne faut pas exclure les pays en voie de développement une fois de plus," a-t-il déclaré.

Comme l'a exprimé **Dessima Williams**, Présidente de l'Alliance des Petits Etats Insulaires, "Nous devons répondre à la question : si exploitation il y a, alors par qui, avec qui, et pour qui ? Oui au principe de précaution, mais oui au principe d'équité aussi."

Une représentante de l'industrie, la Vice-Présidente de La Prairie **Nadia Miller** penche elle aussi en faveur d'un moratoire provisoire sur l'exploitation des grands fonds, malgré le vif intérêt de son entreprise pour les richesses potentielles qu'ils recèlent pour l'industrie de la cosmétique. "Sinon, ce sera la ruée vers l'or," a-t-elle averti. "Est-ce que nous voulons vraiment répéter ce schéma ? Attendons que la science ait rattrapé son retard, et décidons-nous d'un partage équitable de cette ressource."

Comme pour les grands prédateurs marins, les grands fonds nécessitent une gestion intégrée qui prenne en compte l'écosystème dans son ensemble, a souligné **Julia Marton Lefèvre**, directrice de l'Union Internationale de Conservation de la Nature (UICN). C'est ce constat qui a motivé la création en 2008 par l'UICN de la Global Ocean Biodiversity Initiative, qui se focalise sur les grands fonds, a-t-elle expliqué.

**Robert Calcagno**, Directeur général de l'Institut Océanographique, Fondation Albert Ier, a proposé qu'une conférence sur les grands fonds ait lieu l'année prochaine à Paris. La déclaration de janvier 2009 à la suite au symposium de Monaco sur l'acidification des océans a réussi à mettre le sujet sur la table au sommet climatique de Copenhague, alors, "faisons de même pour les grands fonds marins," a-t-il suggéré.

Pour donner une idée des interactions complexes entre les activités humaines et les profondeurs marines, et pour souligner leur fragilité, le Président de l'Institut Shirshov **Robert Nigmatulin** a fait part



d'une étude récente démontrant que rien que l'effet acoustique des plateformes pétrolières près de l'île Sakhaline nuit fortement à la biodiversité marine. Il faut communiquer cela aux gouvernements et à l'industrie, a-t-il déclaré.

Il y a un autre moyen d'attirer leur attention, a suggéré **Joshua Reichert** : parler d'argent. "Nous passons beaucoup de temps à étudier la biologie des océans mais non pas leur économie," a-t-il constaté. "Nous manquons singulièrement d'études qui traduiraient les ressources océaniques en termes économiques. Nous devrions pouvoir dire ce que nous risquons de perdre, région par région, pays par pays, dans 15, 20 ou 30 ans."

**Enric Sala**, explorateur et écologiste marin de National Geographic, a représenté ce risque par une analogie. L'océan est ce qui rend la vie de notre planète possible, depuis la nourriture jusqu'à l'air que nous respirons. Soit. Mais pourquoi protéger des espèces et un milieu dont nous ignorons ce qu'ils sont ou à quoi ils servent ?

"Imaginez que vous montez dans un avion, et l'hôtesse vous dit, 'Cet avion a perdu 10 vis. Nous ne savons pas exactement à quoi elles servent, mais elles sont parties.' Est-ce que vous monteriez dans l'avion ?" a demandé **M. Sala**. "Pas moi."

\*\*

## **SESSION 2. Les Grands Prédateurs - Clé de Voûte des Ecosystèmes Marins.**

**Modératrice : Lisa SPEER**, Directrice des Programmes Océans, Natural Resources Defense Council, USA

**La Principauté et SAS Albert II étant à la pointe de la lutte pour la protection du thon rouge et d'autres grands prédateurs marins, il était naturel que les têtes pensantes réunies pour cette première édition de la Monaco Blue Initiative se penchent sur cette question. De la survie des grands prédateurs dépendent la stabilité et la santé des écosystèmes marins dans leur intégralité, et le temps presse.**

**Lisa Speer** a constaté que la réunion de la CITES à Doha la semaine dernière n'avait pas abouti à l'adoption de mesures de protection du thon rouge et des requins menacés. Malgré ce résultat décevant, "des progrès extraordinaires ont été faits," a-t-elle dit, car "pour la première fois un poisson a fait la Une des journaux à travers le monde."

Il y a des leçons à tirer de Doha : "les votes soulignent l'échec des organismes régionaux en matière de gestion de la pêche," selon Mme Speer. Elle a lancé la discussion en invitant les participants à débattre à partir d'une liste de mesures possibles visant à réduire la destruction des prédateurs marins. Malgré la difficulté de résumer de si riches échanges, il y avait un consensus : il faut passer à l'action.

Plutôt que de créer une nouvelle structure internationale qui chapeauterait la gestion des ressources marines mondiales, les intervenants plaident pour une meilleure coordination entre les nombreuses instances existantes. On néglige trop souvent le potentiel d'action de l'Organisation Mondiale du Commerce dans ce domaine, selon **Tony Haymet** de la Scripps Institution of Oceanography.

Une coopération plus étroite entre l'OMC et d'autres organismes internationaux comme ceux statuant sur l'alimentation ou le transport permettrait de traiter l'océan comme "une plateforme intégrée," en mettant en place un système de contrôles portuaires, par exemple. "Tout poisson qui se trouve dans une assiette est passé par un port, devenant ainsi un poisson soi-disant respectable," a-t-il affirmé.

Un traité sur les ports existe déjà, a signalé **Joshua Reichert** de la fondation Pew, qui permettrait d'identifier les vaisseaux transportant des poissons capturés dans des zones protégées ou avec un équipement illégal. Ces vaisseaux seraient interdits de décharger leurs prises et signalés aux autorités. Il faut ratifier ce traité, puis le faire appliquer, ce qui nécessite une assistance et une formation aux pays en voie de développement, a-t-il souligné.

En effet, selon **Dessima Williams**, Présidente de l'Alliance des Petits Etats Insulaires, sans mécanismes de contrôle et de sanction, une mesure n'est « qu'un chien de garde édenté." Pour elle comme pour la plupart des intervenants, la priorité est la réforme des subventions à la pêche.

Le Président de l'ONG Oceana **Andrew Sharpless** a résumé la situation ainsi : "La cause principale de l'effondrement des océans est la surcapacité des flottilles de pêche. Il y a trop de bateaux chassant trop peu de poissons."

Jetant à la mer la langue de bois, il a ajouté : "S'il n'y a plus qu'un seul poisson dans la mer, on peut être sûr que soit les japonais, soit les chinois, soit les espagnols vont essayer de l'attraper." Il est aussi de l'avis que l'OMC est la mieux placée pour prendre et faire appliquer des mesures multilatérales, notant qu'elle discute déjà de l'élimination des subventions à la construction de navires de pêche.

Le Conseiller Spécial au PNUE **Pavan Sudkhev** affirme voir poindre une volonté politique de s'attaquer aux subventions, et notamment les subventions pour le carburant. Le système présent est inéquitable, car les subventions sont destinées à plus de 80% aux grands pays développés. Ces aides "ont un impact négatif direct sur la compétitivité et la viabilité des moyens d'existence dans les petits états insulaires," a ajouté Mme Williams.

En outre, a fait remarquer M. Sudkhev, déboursier \$35 Mds par an pour augmenter la capacité de chalutage est inefficace du point de vue économique. "La ressource qui manque, c'est le poisson - pas les bateaux de pêche," a-t-il conclu.

En effet, il serait plus logique de "subventionner" les stocks de poisson - par exemple, en créant plus de réserves marines protégées (MPAs, ou Marine Protected Areas en anglais). L'explorateur et écologiste marin **Enric Sala** a noté qu'en comparaison aux subventions à la pêche, les MPAs ne coûtent pas cher. La protection de 20% de la surface des océans coûterait \$16 Mds, et créerait un million d'emplois, selon M. Sala, qui a ajouté : "Il nous faut de nouveaux modèles économiques, où les dépenses pour la conservation seraient considérées comme des investissements."

**Joshua Reichert** de la fondation Pew a rappelé aux participants que moins d'un cinquième d'1% de la surface des océans est protégée aujourd'hui. La plus grande menace vient de la pêche industrielle, qui

utilise des équipements terriblement destructeurs, dont des chaluts de fonds et des lignes extra-longues qui raflent tout sur leur chemin, des requins aux tortues juvéniles. "Pêcher avec une ligne de 40 miles de long, équipée de 10,000 hameçons, c'est comme vouloir arracher une dent avec un tracteur. Il faut interdire ces méthodes," a-t-il dit.

M. Reichert aussi considère que le meilleur moyen de mettre fin à la pêche abusive serait d'éliminer les subventions pour le carburant. Il a affirmé que "s'ils se retrouvaient obligés de fonctionner seuls en tant qu'entreprises compétitives, la plupart de ces vaisseaux ne quitteraient pas le port."

**Frédéric Briand** de la Commission Internationale pour l'Exploration Scientifique de la Méditerranée a appuyé là où ça fait mal, en évoquant le puissant lobby de ce qu'il a nommé pudiquement "l'autre bord." Ce lobby est responsable de la défaite des mesures de protections discutées à Doha et semble prêt à tout pour continuer à pêcher le thon, la baleine et d'autres prédateurs menacés, a-t-il affirmé.

"Soyons franc, ils obtiennent les votes en mettant la pression sur les pays d'Amérique du sud, d'Afrique et d'Asie en particulier, et ils ont de l'argent," a dit M. Briand. Hormis un meilleur financement, il faut améliorer la communication en s'appuyant sur un message simple et fort, plutôt que sur des explications scientifiques complexes.

Le message des lobbies de la pêche - que les prédateurs marins nuisent aux stocks de poissons - est faux, mais efficace. "A nous d'expliquer que la disparition des grands prédateurs ne veut pas dire qu'il y'aura plus de poissons," a-t-il conclu.

Une communication plus sophistiquée a néanmoins un rôle à jouer, selon **Gérard Riou**, Directeur pour la Méditerranée de IFREMER, en permettant de "maintenir la pression sur les structures existantes [de gouvernance des océans] en leur fournissant une meilleure information scientifique et économique."

"Une telle information les aiderait à mieux cibler leurs préconisations concernant la gestion de la pêche," a précisé M. Riou.

A l'inverse, de la part des pêcheries, un reporting transparent peut contribuer à une gestion plus responsable, selon **Jacqueline McGlade** de l'Agence Européenne de l'Environnement. Mme McGlade a signalé que l'Assemblée Générale de l'ONU exige des pays membres qu'ils fournissent des données régulières sur la performance de leurs pêcheries. Ces données exposent les dysfonctionnements de certaines, ce qui mènera à terme à une responsabilisation accrue, a-t-elle affirmé.

**Achim Steiner**, Directeur Exécutif du PNUÉ, a insisté sur l'importance d'une gestion intégrée prenant l'océan comme un système. Par exemple, a-t-il expliqué, "Nous connaissons l'impact de l'agriculture terrestre sur les océans, alors nos politiques agricoles doivent intégrer cet aspect."

Cette approche n'empêche pas de s'adresser à des sujets spécifiques, la protection du thon rouge étant un bon exemple. "Ce débat va au-delà de ce seul poisson," a affirmé M. Steiner. "Il force les gens à prendre conscience des océans, et contribue à leur compréhension des lois de cause à effet."

Après tout, a fait remarquer **Wendy Watson Wright** de la Commission Océanographique de l'UNESCO, "le vrai prédateur, c'est l'humain."

\*\*

## **Discours de clôture : S.A.S. le Prince Albert II de Monaco**

« Mesdames et Messieurs, Chers amis,

Je voudrais tout d'abord vous remercier de la qualité de vos travaux, de votre liberté de ton, de votre implication.

Nous ne sommes bien sûr qu'au début d'un travail qui sera long et complexe, mais que je crois exaltant.

Toute cette journée nous l'a rappelé : les mers de la planète connaissent déjà certaines situations dramatiques qui pourraient être pour nous autant de motifs d'abattement. Réchauffement climatique, menaces contre la biodiversité, mise en péril des écosystèmes, surexploitation, pollutions : les océans concentrent les principaux problèmes dont souffre notre planète.

Mais je voudrais pourtant retenir de notre réunion des raisons de ne pas désespérer. La plupart de vos interventions l'ont rappelé aujourd'hui : pour protéger les espaces maritimes, nous pouvons déjà nous appuyer sur quelques expériences réussies.

Je pense en particulier au développement des aires marines protégées, que Monaco connaît bien, pour avoir créé il y a plus de trente ans l'une des premières réserves sous-marines de Méditerranée et pour avoir été à l'initiative, à la fin de la dernière décennie, de l'une des premières aires marines protégées en haute mer.

Ces aires marines protégées représentent l'un des plus grands espoirs de protection des grands fonds comme des espèces marines... Le problème, vous avez été nombreux à le dire, est qu'elles ne couvrent actuellement qu'une surface dérisoire des mers -1%, quand 20% seraient nécessaires.

Comment les développer ? De tout ce que vous avez dit, je retiens bien sûr la nécessité de sensibiliser les opinions, sans relâche. Nous devons prouver que l'énergie consacrée à la protection des espaces maritimes n'est pas une énergie perdue pour les populations, au contraire. A chacun de nos semblables, qu'il soit consommateur ou producteur, nous devons aujourd'hui faire comprendre que son avenir est lié à celui de notre environnement, et en particulier à la mer. C'est notre tâche première. Mais ce n'est pas la seule.

Vous avez également évoqué la nécessité de mieux informer les décideurs, qui pêchent parfois par ignorance. Pour cela, nous devons impérativement nous appuyer sur la communauté scientifique, dont le travail est au fondement et au coeur de toute action en faveur de l'environnement. Nous devons la défendre, la soutenir, l'écouter, mais aussi lui demander de mieux coordonner son action.

Nous devons aussi mettre en avant les gains économiques que permettra une gestion plus durable des ressources maritimes. Et nous devons dans le même temps nous poser la question des politiques à court terme de subventionnement.

Le deuxième axe de travail que je retiens des échanges d'aujourd'hui, c'est de simplifier la complexité institutionnelle que nous connaissons en matière de protection des espaces maritimes. Je crois que cela est possible, comme il est possible et sans doute souhaitable d'apporter quelques améliorations à la convention internationale de 1982 sur le droit de la mer.

C'est pourquoi, je suis confiant dans l'avenir. L'un d'entre vous a dit ce matin dit que nous avons réussi à faire la « une » des journaux avec un poisson : laissez-moi vous dire qu'avec des océans entiers, nous pourrions faire beaucoup mieux encore !

Mesdames et Messieurs, Chers amis,

Par leur grandeur, par leur force élémentaire et vitale, par les rêves qu'elles engendrent, les mers sont parmi les dernières utopies de notre terre. Derniers espaces encore partiellement inexplorés de notre planète, derniers rappels d'un monde pur, elles sont aussi parmi les premières victimes des ravages que nous infligeons à notre environnement.

Aujourd'hui, vous avez parlé de la mer. Mais vous avez également parlé des hommes et des femmes, de leur nourriture, de leur santé, de leur vie, de leurs espoirs... Car les mers nous parlent de tout cela

C'est pourquoi leur préservation est si importante : pour notre survie matérielle, bien sûr, mais aussi pour notre capacité à nous mobiliser au nom d'une cause qui nous dépasse.

Si nous échouions à les défendre, c'est aussi une certaine idée de l'humanité que nous échouerions à défendre.

Je vous remercie. »

\*\*